

Comptes annuels

France Active

3 rue Franklin

93100 Montreuil

0153242626

Du 01/01/2020 **au** 31/12/2020

Sommaire

Page de garde FA

FA Introduction

FA Bilan Actif

FA Bilan Passif

FA Compte de résultat

FA Compte de résultat suite

FA Annexes

Page de garde ANNEXES

immobilisation

Amortissements

FA immobilisation Financière

FA Provisions

etat des échéances des créances et des dettes - Copie

Charges à payer

Produits à recevoir

charges et produits constatés d'avance

Variation FA et autres fonds P1

Variation FA et autres fonds P2

Suivi des fonds dédiés

Char et Prod excep

Tableau des ressources

Hors Bilan

ANNEXE DES COMPTES ANNUELS ARRETES AU 31/12/20

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2020 dont le total est de 51 703 947 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 125 683 euros avant affectation.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020.

=====

BILAN ACTIF

Période du 01/01/20 au 31/12/20

France Active

	31/12/2020 (selon ANC 2018-06)			31/12/2019 (selon CRC 1999-01)
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, Fonds commercial (1)	5 482 025	3 218 335	2 263 690	648 206
Autres	22 430	22 430		543
logiciels, droits et valeurs similaires				
Immobilisations incorporelles en cours	884 097		884 097	1 581 718
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Autres	397 434	207 222	190 212	217 740
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées	7 282 936		7 282 936	7 282 936
Autres titres immobilisés	457		457	457
Prêts	20 925		20 925	20 925
Autres	8 868 148	1 231 959	7 636 189	7 911 552
TOTAL I	22 958 453	4 679 947	18 278 506	17 664 077
ACTIF CIRCULANT				
AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES	47 651		47 651	13 086
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	759 754		759 754	49 700
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	19 776 298		19 776 298	15 957 816
Valeurs mobilières de placement	5 558 865		5 558 865	5 528 444
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	7 001 803		7 001 803	2 671 044
Charges constatées d'avance	281 069		281 069	229 507
TOTAL II	33 425 441		33 425 441	24 449 597
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Écarts de conversion Actif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	56 383 894	4 679 947	51 703 947	42 113 674

BILAN PASSIF

Période du 01/01/20 au 31/12/20

France Active

	31/12/2020 (selon ANC 2018-06)	31/12/2019 (selon CRC 1999-01)
FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds associatif sans droit de reprise	3 702 098	3 702 098
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds associatif avec droit de reprise	19 200 649	13 827 824
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation	17 031	17 031
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	8 696 898	8 496 898
Autres		
Report à nouveau	5 086 811	3 271 811
Excédent ou déficit de l'exercice	125 683	313 450
Situation nette (sous total)	36 829 170	29 629 111
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL I	36 829 170	29 629 111
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	147 597	2 996 675
TOTAL II	147 597	2 996 675
PROVISIONS		
Provisions pour risques	1 397 221	1 258 191
Provisions pour charges	70 301	64 050
TOTAL III	1 467 522	1 322 241
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	470	408
Emprunts et dettes financières diverses	395 788	772 053
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	95 000	42 500
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	397 173	619 918
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	824 185	294 443
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	8 678 419	6 182 986
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	2 868 623	253 338
TOTAL IV	13 259 658	8 165 646
Ecarts de conversion Passif (V)		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	51 703 947	42 113 674

COMPTE DE RESULTAT

Période du 01/01/20 au 31/12/20

France Active

	31/12/2020 (selon ANC 2018-06)	31/12/2019 (selon CRC 1999-01)
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	16 540	32 550
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	732 383	695 597
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	10 860 891	7 697 790
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation comptable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	386 872	2 513
Utilisations des fonds dédiés	1 350 331	
Autres produits	3 396 661	3 381 419
TOTAL I	16 743 678	11 809 869
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	2 870	
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	6 644 645	7 309 960
Aides financières	7 025 687	4 016 656
Impôts, taxes et versements assimilés	70 772	65 621
Salaires et traitements		
Charges sociales	125	95
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	702 710	506 947
Dotations aux provisions	6 251	10 825
Reports en fonds dédiés	258 803	
Autres charges	1 188 497	11 463
TOTAL II	15 900 361	11 921 567
1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	843 317	-111 699
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	45 672	181 259
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge	511 465	371 504
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		203 645
TOTAL III	557 137	756 408
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	840 920	337 537
Intérêts et charges assimilées	97 994	209 443
Différences négatives de change	5	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	938 919	546 980
2. RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	-381 782	209 428

COMPTE DE RESULTAT - SUITE

Période du 01/01/20 au 31/12/20

France Active

	31/12/2020 (selon ANC 2018-06)	31/12/2019 (selon CRC 1999-01)
3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	461 535	97 729
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	1 375	
Sur opérations en capital	194 306	103 420
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	195 681	103 420
CHARGES EXCEPTIONNELLES :		
Sur opérations de gestion	123 884	
Sur opérations en capital	284 133	
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL VI	408 017	
4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-212 335	103 420
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	123 516	119 864
- Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs (VIII)		763 938
- Engagements à réaliser sur ressources affectées (IX)		531 773
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	17 496 496	13 433 635
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	17 370 812	13 120 185
EXCEDENT OU DEFICIT	125 684	313 450
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature	70 332	
Bénévolat	8 250	
TOTAL	78 582	
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature	70 332	
Personnel bénévole	8 250	
TOTAL	78 582	

1. INFORMATIONS GENERALES - FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

1.1 Présentation de l'objet social de l'association

L'association a pour objet de donner aux entrepreneurs engagés au service de l'utilité sociale, de l'emploi et des territoires, les moyens de créer et de développer leur projet.

L'association participe ainsi au développement de l'insertion et de l'économie sociale et solidaire.

L'association anime le réseau France Active, composé d'associations territoriales et de structures nationales qui contribuent, chacune dans le respect de leurs statuts et de leurs contraintes propres, à la réalisation de l'objet social de l'association.

L'apport des concours nécessaires à la réussite de ces initiatives s'appuie sur la confluence des compétences professionnelles et humaines des associations, des instruments financiers, des pouvoirs publics, des collectivités territoriales et leurs établissements publics.

1.2 Présentation de la nature et du périmètre des activités de l'association

L'activité principale de l'association France Active est l'accompagnement et l'expertise financière de projets économiques et d'utilité sociale menés pour des personnes morales ou physiques relevant de son public cible.

Cette activité d'intérêt général intègre, pour les bénéficiaires des actions associatives, la recherche et la mise en place de financements qui permettront de faire naître ou de développer les projets (via des outils financiers solidaires adaptés : Garantie pour l'octroi de prêts bancaires, Contrats d'apport pour les structures associatives d'utilité sociale...).

France Active initie ses outils d'intervention financière puis les déploie au sein de son réseau. Les comptes annuels de l'association sont donc fortement impactés par les relations que l'association entretient avec son réseau (associations indépendantes dites Associations Territoriales, AT).

Pour mener à bien son projet associatif, France Active a créé des outils juridiques et techniques, les sociétés FAG, FAI et l'association FAFI.

A noter par ailleurs qu'elle bénéficie de la mise à disposition du personnel du groupement d'employeurs France Active (GEFA) dont elle est l'un des membres.

Traduction comptable au bilan

Les outils financiers d'intervention de France Active (directs ou via les AT) figurent à l'actif du bilan au poste « Immobilisations financières ».

Les ressources obtenues pour financer ces outils figurent au passif du bilan en fonds associatifs en fonction de la nature du financement (subventions, apports affectés alloués par les partenaires

publics et privés de l'association). Ce mode de comptabilisation permet de présenter une structure de bilan cohérente et équilibrée.

Les dispositifs d'accompagnements partenariaux nationaux ou locaux gérés pour le compte des partenaires publics figurent en autres dettes (ou autres créances), les flux financiers reversés aux tiers bénéficiaires étant inscrits dans des comptes de tiers 46.

Traduction comptable au compte de résultat

Les interventions financières de l'association France Active auprès de son public sont gratuites. Les cotisations des associations territoriales pour la vie associative restent « symboliques ».

Les outils financiers sont développés et ne peuvent être renouvelés que grâce aux dotations des fonds que l'association sollicite et reçoit de ses partenaires publics et privés. Aussi, la stratégie de financement de France Active implique une recherche permanente pour l'octroi ou le renouvellement, par les partenaires, de fonds affectés aux outils financiers. Les financements ainsi obtenus font l'objet de conventions signées avec les partenaires qui souhaitent soutenir et développer les actions menées. Les fonds alloués à France Active sont souvent affectés à des outils financiers particuliers. Ainsi, il a été considéré que les financeurs ont un droit de reprise sur ces fonds qui serait déclenché par la cessation de l'affectation des sommes allouées à leur objet.

Compte tenu des modalités de mise en œuvre du projet associatif, des contraintes de fonctionnement, l'association France Active, sauf dispositions contractuelles contraires, n'a pas l'obligation de renouveler les outils financiers. Les subventions, les contrats d'apports et les autres fonds accordés pour ces outils sont alors regardés comme destinés à financer des biens financiers non renouvelables par l'association.

Le compte de résultat de France Active est donc principalement impacté par les expertises financières, les suivis opérationnels et administratifs liés aux outils financiers et par les risques découlant du non-respect des engagements pris vis-à-vis des partenaires financeurs.

Aussi, concernant les pertes et les provisions des outils financiers portés à l'actif du bilan de l'association France Active :

Lorsque l'outil est non renouvelable par l'association et financé par un fonds avec droit de reprise, le compte de résultat n'est pas impacté. L'irrecouvrabilité (perte) ou la dépréciation de l'outil financier inscrit à l'actif a pour contrepartie directe la consommation du fonds au passif, sans utilisation de comptes de charges (perte / dotation provision) ou de produits (reprise provision).

Lorsque l'outil financier est renouvelable par l'association (existence d'une disposition contractuelle spécifique) et/ou couvert par des financements sans droit de reprise, l'enregistrement des pertes et des provisions impacte le résultat de l'association France Active.

La partie 3 de l'annexe apporte toute information chiffrée relative aux pertes et aux dépréciations de l'exercice.

1.3 Faits majeurs de l'exercice

Le 16 mars 2020, le gouvernement Français a édicté des dispositions strictes relatives à l'épidémie de Covid-19. Tout l'exercice 2020 a été fortement impacté et le début de l'année 2021 tout autant.

Cette crise sanitaire a eu des incidences sur l'activité de l'association sans toutefois remettre en cause la continuité d'exploitation.

Des mesures d'urgence ont été mises en œuvre. Le Plan d'Urgence Poursuite d'Activité (PUPA) a été activé dès le 16 mars 2020 et a été rapidement opérationnel avec la généralisation du télétravail, un recours restreint au chômage partiel et la dématérialisation des traitements des opérations.

Cette adaptation a été rendue possible grâce aux investissements informatiques importants réalisés ces dernières années dans le système d'information et les divers outils numériques.

Pour le soutien des entrepreneurs, le réseau France Active a mis en place plusieurs mesures d'accompagnement dont notamment :

- Le report d'échéance de prêts pour France Active Investissement avec un accompagnement plus structurée et une implication des différentes les parties prenantes du projet.
- Un allongement de la durée de la garantie de France Active Garantie dans la limite des conditions générales.
- La mise en place d'un prêt relance solidaire pour accompagner la reprise d'activité post crise sanitaire.
- La mise en place d'une prime secours à destination des petites associations.

2. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

2.1 Conventions Générales comptables appliquées

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2020 ont été établis et présentés conformément aux dispositions des règlements :

- ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général
- ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif complété par l'ANC n°2020-08

Son champ d'application est plus large que celui du règlement CRC n° 99-01 (art.111-1). Il comporte les dispositions communes à l'ensemble des entités du secteur non lucratif et des dispositions particulières pour certaines entités. Le nouveau règlement s'appliquera obligatoirement aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Hypothèses de base

- Continuité de l'exploitation ;
- Indépendance des exercices.

Permanence des méthodes

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

2.2 Changements de méthodes et de présentation, de modalités d'application

Règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif - Première année d'application – Présentation des comptes annuels

L'application du règlement ANC n°2018-06, obligatoire pour les comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020, peut conduire l'entité à des modifications de présentation de certaines lignes du bilan ou du compte de résultat entre l'année 2020 et l'année 2019.

2.3 Evènements postérieurs à l'arrêté

L'expansion du coronavirus s'est poursuivie sur la fin de l'année 2020 avec l'instauration d'un couvre-feu début 2021 suivi d'une nouvelle période de confinement au printemps 2021.

Les conséquences de cette reprise épidémique est un nouveau ralentissement de l'activité économique nationale.

Dans ce contexte, France ACTIVE poursuit son activité d'aide aux entreprises qu'elle soutient au regard de son objet social et en lien avec ses différents partenaires publics et privés.

France ACTIVE renforce notamment son accompagnement des entreprises implantées dans les quartiers prioritaires (QPV) et à destination des petites associations (UrgencESS).

La continuité d'exploitation de l'association n'est pas remise en cause.

Toutefois, la situation est extrêmement évolutive et, à ce stade, il n'est pas possible d'en estimer tous les potentiels impacts.

2.4 Informations à caractère fiscal

L'Association est soumise en partie aux impôts commerciaux uniquement sur le secteur lucratif correspondant aux refacturations intra-groupe et les prestations de formation. Pour ses activités d'utilité sociale et des conditions dans lesquelles ces dernières sont exercées, le SIE ne remet pas en question la non lucrativité et donc la non-imposition aux impôts commerciaux.

La situation fiscale actuelle de l'association est la suivante :

Nature des impôts	Nature des déclarations à déposer
Impôt sur les sociétés au taux réduit	10% 15% et 24% sur certains produits financiers (Déclaration n°2070)
Impôt sur les sociétés au taux normal	Uniquement sur le secteur lucratif (refacturation et prestations de formation)
Taxe à la Valeur Ajoutée	Soumise à la TVA sur le secteur lucratif et au prorata sur l'ensemble des dépenses
Taxe d'habitation	N/A

CVAE	N/A
CFE	En fonction de la superficie occupée par les sociétés de capitaux
Taxe d'apprentissage	N/A
Taxe sur la formation continue	N/A
Taxe sur les salaires	N/A

L'administration fiscale a considéré que France Active pouvait être considérée comme un organisme d'intérêt général et était en mesure de délivrer des reçus fiscaux ouvrant droit à réduction d'impôt pour ses donateurs.

La sectorisation de l'activité lucrative de gestion des titres

Afin de permettre la gestion de ses participations dans des structures commerciales, sans remise en cause de sa non-lucrativité, l'association a procédé à la sectorisation de la gestion de ses titres de participation. L'activité de gestion de titres n'étant pas prépondérante.

2.5 Informations attestant le respect des conditions fixées par l'agrément des entités solidaires

Au titre de l'article b) de l'article L. 443-3-1 du code du travail, l'association a demandé un agrément en qualité « d'entreprise solidaire ».

En application du dernier alinéa de l'article L. 443-3-1 du code du travail, il convient d'indiquer dans la présente annexe que les conditions fixées pour obtenir cet agrément sont toujours respectées à la fin de l'exercice (nature juridique de l'entité solidaire et niveau de rémunération).

3. NOTES SUR LE BILAN

3.1 Immobilisations incorporelles et corporelles

✧ Cf. Tableaux des immobilisations et Tableaux des amortissements

REGLES COMPTABLES RELATIVES A LA DEFINITION, A LA VALORISATION ET LA DEPRECIATION DES ACTIFS :

Elles sont conformes aux récents règlements du Comité de la Réglementation Comptable.

ABSENCE D'IMMOBILISATIONS DECOMPOSABLES :

L'analyse de chaque catégorie d'immobilisations n'a pas fait ressortir d'immobilisations ayant un caractère décomposable, c'est-à-dire une immobilisation qui possède un ou plusieurs éléments significatifs dont la durée d'utilisation est différente de la structure principale de l'immobilisation.

OPTIONS PRISES POUR LE TRAITEMENT DES ACTIFS :

NATURE DES ACTIFS	ENTITE NON CONCERNEE (1)	INSCRIPTION A L'ACTIF	COMPTABILISATION EN CHARGES
Droits de mutation, honoraires, commissions ou frais d'actes sur immobilisations incorporelles et corporelles	X		
Droits de mutation, honoraires, commissions ou frais d'actes sur immobilisations financières	X		
Coûts de développement		X	
Coûts d'emprunt liés à l'acquisition d'actifs	X		
(1) : France Active n'était pas concernée par cette catégorie d'actif en 2010, l'option n'a pas été prise			

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

MODALITES D'AMORTISSEMENT RETENUES :

L'association ne dépassant pas les seuils de présentation simplifiée de l'annexe comptable (total du bilan, montant net des ressources, nombre moyen de salariés permanents employés au cours de l'exercice) et n'ayant pas d'immobilisations décomposables, il a été fait usage de la mesure de simplification comptable relative aux amortissements des immobilisations non décomposables. Cette mesure consiste à retenir, dans les plans d'amortissement de ce type d'immobilisations, la durée d'usage, au lieu de la durée réelle d'utilisation.

Par ailleurs, compte tenu de la politique d'utilisation maximale des immobilisations avec une mise au rebut des immobilisations obsolètes, des durées d'amortissements retenues, aucune valeur résiduelle n'a été prise en compte dans les bases d'amortissement.

Les amortissements pour dépréciation sont donc calculés suivant le mode linéaire (L) ou le mode dégressif (D). Conformément au Plan comptable, le mode linéaire a été appliqué à défaut d'un mode d'amortissement plus adapté. Les taux pratiqués sont les suivants :

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	MODE (L/D)	DUREE
Autres immobilisations incorporelles – Logiciels	L	1 à 5 ans
Installations générales agencements, aménagements divers	L	5 à 10 ans
Matériel de bureau	L	3 à 5 ans
Matériel informatique	D	3 à 5 ans
Mobilier	L	5 à 10 ans

Participations

✧ Cf. Tableaux des immobilisations financières

Le poste « Participations » comporte principalement, à la fin de l'exercice, les titres détenus dans le capital de la S.A.S. FRANCE ACTIVE INVESTISSEMENT et celui de la S.A. FRANCE ACTIVE GARANTIE.

Il convient de noter que la dotation de la Caisse des Dépôts et Consignations pour l'acquisition des titres de la S.A.S. FAI. figure en fonds associatif avec droit de reprise pour respecter les termes de l'acte. En revanche, les dons obtenus et affectés à l'acquisition de ces mêmes titres sont inscrits dans les fonds associatifs sans droit de reprise.

Lignes de Garanties

✧ Cf. Tableaux des immobilisations financières

GARANTIE FAG

La garantie FAG est un outil d'intervention qui a pour objectif de lutter contre l'exclusion bancaire via la mise en place de garanties d'emprunts. Les garanties sont proposées par France Active et un AT mais elles sont délivrées par la société FAG.

Cet outil est financé sur fonds propres ou via des subventions.

Les dotations versées par l'association France Active à la société FAG sont inscrites à l'actif en immobilisations financières. Les financements affectés sont inscrits au Passif en fonds associatifs avec ou sans droit de reprise.

Pour permettre de traduire en comptabilité la situation juridique des engagements contractualisés auprès de FAG et des risques pris en matière de garanties, l'association France Active comptabilise en charges, les sinistres et les commissions BPI, provisionne les défaillances et constate les produits financiers générés par les dépôts auprès de FAG. Pour être cohérent avec l'inscription en immobilisations financières des dotations des lignes de garantie, les pertes et les dépréciations liées sont de nature financière.

GARANTIE FRANCE ACTIVE

L'outil « Garantie FA » a été mis en œuvre avant la création de la société FAG. Les garanties étaient directement délivrées par l'association France Active.

Les lignes de garanties sont mises en œuvre avec les AT et leurs partenaires. La co-dotation France Active est financée sur fonds propres. Les co-dotations des AT et de leurs partenaires sont inscrites au passif du bilan en compte 165 - Dépôts. Il n'y a aucune inscription à l'actif en immobilisations financières. La contrepartie est la trésorerie reçue et l'engagement hors bilan de FA (sa co-dotation).

L'annexe des comptes annuels fournit ci-après (en partie 3) une information sur les engagements hors bilan de France Active vis-à-vis des garanties accordées.

L'outil financier Garantie France Active est couvert par des financements propres, l'enregistrement des pertes et des provisions impacte le résultat de l'association France Active.

Contrats d'apports associatifs

✧ Cf. Tableaux des immobilisations financières

Le « Contrat d'Apport Associatif » est un outil d'intervention qui a pour objectif de renforcer les fonds propres d'associations d'utilité sociale créant ou pérennisant des emplois ... » (destiné à financer les investissements et le besoin en fonds de roulement liés à la création ou au développement de l'association bénéficiaire). Il consiste en l'octroi d'un apport en fonds associatif avec droit de reprise mise en place directement par France Active (initialement) ou via son Réseau France Active.

Inscrits en immobilisations financières, les contrats d'apport ont pour contrepartie, au passif en fonds associatifs, des subventions et des contrats d'apports faisant l'objet de conventions de financement. Il convient de noter que certains contrats d'apport ont été consentis sur les fonds propres de l'association France Active.

Concernant les pertes et les dépréciations sur ces outils d'intervention, considérés comme non renouvelables par l'association France Active, la règle générale présentée ci-avant s'applique :

- Les dépréciations et les pertes sur les contrats d'apports consentis sur fonds propres impactent le résultat de l'association.
- Pour les contrats d'apport financés par des fonds associatifs avec droit de reprise, l'irrecouvrabilité (perte) ou la dépréciation ont pour contrepartie directe la consommation des fonds associatifs les finançant (inscrits au passif), sans utilisation de comptes de charges (perte / dotation provision) ou de produits (reprise provision). Depuis 2010, l'évaluation des dépréciations sur les contrats d'apport associatifs a été affinée, notamment sur les contrats d'apport co-dotés. Ainsi, ces contrats ont été provisionnés sur la base du rapport entre la co-dotation versée par FA et le total des co-dotations reçues par le Fonds territorial gestionnaire des contrats d'apport.

3.2 Fonds associatifs, Réserves, Résultats

✧ Cf. Tableaux de variation des fonds associatifs et autres fonds

Il est à noter que l'application du règlement ANC n° 2018-06 a conduit à enregistrer des changements de méthode comptable ayant des impacts sur les postes suivants :

- au poste « Report à nouveau » en augmentation de 1 502 K€ en lien avec les fonds dédiés,
- au poste « Réserves : Réserves facultatives » en augmentation de 200 K€ en lien avec le reclassement du poste autre dettes.

Par ailleurs France ACTIVE a bénéficié, dans le cadre du dispositif PRS (Prêt Relève Solidaire), de nouveaux fonds associatifs avec droits de reprise pour un montant total de 5 375 K€.

Ces fonds sont restituables au terme de la convention soit au plus tard le 30 juin 2025, déduction faite du montant des sinistres éventuels,

Le droit de reprise pourra être exercée en cas d'utilisation des fonds non conforme à l'objet défini dans la convention (article 3) ou en cas de dissolution de l'association France ACTIVE.

Les partenaires ayant réalisé ces apports sont la Fondation de France pour 4 250 K€, MACIF PARTICIPATION pour 700 K€ et par BNP Paribas pour 425 K.

3.3 Emprunts et dettes financières diverses

✧ Cf. Etat des échéances des dettes

Dans le cadre de l'activité de garantie qui était initialement réalisée directement par l'association France Active, sont regroupés dans le poste « emprunts et dettes financières » :

Les cautions pour mutualisation des sinistres : Dans ce compte de mutualisation était inscrit l'ensemble des sommes retenues aux contractants de prêts lors de l'accord de garantie par France Active.

Les dépôts des associations territoriales pour la constitution des fonds de garantie : Il s'agit de l'ensemble des dotations au fonds de garantie, augmentées des intérêts arrêtés au 31 décembre et nettes des sinistres éventuels et des commissions BPI.

3.4 Provisions inscrites au bilan

✧ Cf. Tableaux des provisions inscrites au bilan

Les provisions pour dépréciation des autres immobilisations financières

Elles concernent les immobilisations découlant des activités financières effectuées sur fonds propres de l'association. Le traitement comptable de ces provisions pour dépréciation a été ci avant exposé (§ 1.2 et 2.2).

Les provisions pour risques et charges

La comptabilisation des provisions pour risques et charges a été effectuée dans le respect du règlement de l'ANC 2018-06 et des conditions stipulées par le Plan Comptable Général mis à jour par le règlement CRC n°2000-06 relatif aux passifs et aux provisions pour risques et charges.

Les provisions pour risques et charges s'analysent en :

- Provision relative à l'activité de garantie gérée par France Active en direct. La provision est évaluée à 100 % du risque final pouvant être supporté par France Active, dès que les organismes bancaires informent l'association des difficultés de recouvrement sur les prêts bancaires garantis (notations des risques encourus).
- Provisions sur les lignes de garantie gérées par le Crédit Coopératif au titre des E.T.T.I. en partenariat avec les organismes C.N.E.I. et C.O.O.R.A.C.E. : France Active prend en charge 12,5 % des sinistres constatés. Une provision est dotée à concurrence de 12,5% du plafond de risque sur les encours douteux signalés par le Crédit Coopératif et ce, dans la limite de 114 336 € par garantie accordée.
- Provision pour risque sur la subvention accordée par le FSE pour l'exercice 2020 et 2019 a été constituée à hauteur de 20% du montant contractualisé. La provision sur les subventions FSE Professionnalisation 2016 à 2018 s'élève à 20% du montant compte tenu de l'état d'avancement de traitement des subventions.
- La programmation FSE 2018-2020 est en cours.
- La provision pour indemnité de fin de carrière.

3.5 Fonds dédiés

✧ Cf. Tableaux de suivi de fonds dédiés

A la clôture de l'exercice, la partie des ressources affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pu encore être utilisée est inscrite en charges en « engagements à réaliser sur ressources affectées » et au passif du bilan en « fonds dédiés ». Les sommes inscrites sous la rubrique « fonds dédiés » sont reprises en produits au cours des exercices suivants, au rythme de réalisation des engagements, par le crédit du compte « report des ressources non utilisées des exercices antérieurs ».

Avec cette technique, les ressources non consommées sont « neutralisées » dans le compte de résultat et ne sont donc pas des éléments constitutifs d'excédents.

Il est à noter que l'application du règlement ANC n° 2018-06 a conduit à enregistrer des changements de méthode comptable, avec impact sur le poste « Report à nouveau » pour un montant total de 1 502 K€ et impact sur le poste « Autres dettes » pour un montant total de 256 K€.

3.6 Dettes

✧ Cf. Etat des échéances des dettes et Détail des dettes et des charges à payer

Principalement, nous relevons :

- Le poste « Dettes fournisseurs » qui enregistre les factures d'achats non réglées au 31 décembre 2020 et les factures fournisseurs non reçues, mais qui concernent des dépenses qui sont à rattacher à l'exercice clos,
- Le poste « Dettes fiscales et sociales » comporte essentiellement les impôts commerciaux,
- Le poste « Autres dettes » regroupe essentiellement des billets à ordre, des remboursements à effectuer à des financeurs, aux structures partenaires dans le cadre des activités menées, le provisionnement des loyers, ainsi que des subventions à verser aux AT.

3.7 Créances

✧ Cf. Etat des échéances des créances et Détail des créances et des produits à recevoir

Principalement, nous relevons :

- Les subventions publiques et privées restant à recevoir,
- Les créances sur les structures partenaires (FAG, FAFI, FAI)

4. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

4.1 Méthode retenue pour la comptabilisation des cotisations

Les cotisations appelées par l'association France ACTIVE correspondent à des cotisations sans autre contrepartie que la participation à l'assemblée générale et la réception de publication. Elles sont comptabilisées en produit sur la base de l'appel de cotisation annuel réalisé.

4.2 Participation aux frais de fonctionnement du groupement d'employeurs GEFA

✧ Responsabilité et solidarité entre membres du groupement

France Active, membre utilisateur adhérent du groupement d'employeurs, est responsable, pour chaque salarié mis à disposition, des conditions d'exécution du travail telles que déterminées par les dispositions légales en vigueur, la convention collective applicable au sein du Groupement (durée du travail, repos hebdomadaire, jours fériés et liés à la réduction du temps de travail, à l'hygiène et à la sécurité, accidents du travail...). Conformément à la loi du 25 juillet 1985, tous les membres du Groupement sont solidairement responsables des dettes salariales et sociales du Groupement.

✧ Incidences comptables et impact sur la présentation des comptes annuels

Compte tenu de la responsabilité vis-à-vis des salariés et de la solidarité qui demeurent à l'égard des membres d'un groupement d'employeurs utilisateurs (cf. ci-dessus), les contributions financières versées à GEFA ont été ventilées et inscrites dans les comptes de France Active en fonction de la nature des dépenses couvertes.

Ces modalités d'enregistrement ont pour conséquence de ventiler la contribution versée par chaque membre du groupement, à raison de l'utilisation réelle des moyens humains mis à sa disposition et des coûts réels supportés par le groupement, dans le poste « Autres achats et Charges externes » du compte de résultat.

✧ Répartition des frais de fonctionnement

La répartition des frais de fonctionnement du groupement d'employeurs, pour l'exercice, entre France Active, FAI, FAG et FAFI a été effectuée, conformément aux statuts et au règlement intérieur du groupement, et selon des modalités fixées lors des réunions de ses organes directeurs. France Active, FAI, FAG et FAFI ont pris acte de cette répartition.

4.3 Traitement des participations aux frais communs

✧ Cf. Etat des principales ressources d'exploitation de l'association - Tableaux de variation des fonds associatifs et autres fonds -

Avec ses outils techniques et juridiques (FAG, FAI, FAFI), France Active partage des moyens techniques et des locaux. A ce titre, l'association reçoit des participations de frais commun

régliées à l'euro des structures FAI, FAG et FAFI. Ces participations sont inscrites dans le poste « autres produits d'exploitation ».

4.4 Traitement des conventions de financement

✧ Cf. Etat des principales ressources d'exploitation de l'association

LES SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT : Elles sont comprises dans les produits de l'association lorsque cette dernière a reçu une notification d'un partenaire financier et/ou une convention de financement a été signée entre les parties. Dans le cas où il existerait des conditions suspensives, les subventions ne sont enregistrées en produits qu'à la levée de ces conditions.

Les subventions de fonctionnement accordées pour plusieurs exercices à l'association sont réparties en fonction des périodes ou étapes d'attribution définies dans la convention, ou à défaut prorata temporis. La partie rattachée à des exercices futurs est inscrite en « produits constatés d'avance ».

Les subventions de fonctionnement permettent de financer notamment :

L'ACTIVITE TETE DE RESEAU - Les actions d'expérimentation, de formation, d'animation et de mise en place outils et de démarches, les missions d'accompagnement et d'expertise sont financées par des subventions de fonctionnement de divers partenaires dont le Fonds Social Européen à qui il est communiqué annuellement un bilan des activités exercées. Les dépenses et les financements liés à ces actions sont intégralement inscrits dans le compte résultat.

L'ACTIVITE DU RESEAU - France Active est signataire de la convention cadre de gestion du fonds de garantie d'Etat, le FOGEFI, avec l'Etat et France Active Garantie. France Active contribue au développement du fonds de garantie par la mobilisation de son réseau dans le cadre de l'activité d'accompagnement des entrepreneurs engagés. A ce titre, elle reçoit des frais d'expertise sous forme de subvention qu'elle reverse intégralement au Fonds de Contribution du Réseau. Ce fonds rétribue les Associations territoriales, membres du réseau France Active, sous forme de barème. Ce barème, mis en place en 2018, rétribue les Associations territoriales en fonction des projets accompagnés et non en fonction des produits mis en place : plus le projet est engagé ou complexe, meilleure est la rémunération.

4.5 Le traitement des dons manuels

Les dons manuels, sommes d'argent reçues par l'association, sont en produits d'exploitation, l'association recevant régulièrement des dons manuels.

Pour le rattachement de ces produits à l'exercice, la règle de comptabilisation est fonction de la période de réception (dons encaissés – cohérence avec l'émission des reçus fiscaux) ou de la période inscrite dans les conventions de mécénat signées, des accords sur l'octroi des dons.

Les autres dons manuels perçus par l'association au cours de l'exercice 2020 n'étaient pas affectés à un projet déterminé. Ils n'ont donc pas été comptabilisés en apport mais enregistrés directement en compte de résultat.

4.6 Contributions volontaires

Les contributions volontaires sont des actes par lesquels une personne physique ou morale fournit à titre gratuit à une association, un travail, des biens ou autres services. Les contributions volontaires en nature n'entraînent pas de flux financiers puisqu'elles sont gratuites.

En 2020, France ACTIVE a comptabilisé des contributions volontaires en nature pour un montant total de 78 582 €.

Elles sont relatives à :

- Bénévolat pour un montant de 8 250 euros
- Prestations en nature pour un montant de 70 332 euros

Le taux journalier retenu pour la valorisation du bénévolat est de 1000 euros.

4.7 Opérations Exceptionnelles

Cf. Tableaux détail produits et charges exceptionnels

5. AUTRES INFORMATIONS

5.1 Engagements hors bilan

ENGAGEMENTS DONNES HORS BILAN – ACTIVITES DE GARANTIE

✧ Cf. Tableau des engagements Hors Bilan.

Pour les lignes de garantie gérées en direct par France Active : les engagements donnés hors-bilan découlent des conventions de constitution de fonds de garantie dans lesquelles France Active s'est engagée à mobiliser sur ses fonds propres des dotations pour la création de lignes en partenariat avec des relais locaux.

Pour l'activité de garantie par l'intermédiaire de la SA France Active Garantie : les engagements donnés hors-bilan proviennent des conventions tripartites pour les dotations de lignes de garantie logées chez FAG. En effet, France Active ne verse sa quote-part de dotation que lorsque le partenaire a versé la sienne.

Pour l'activité de contre-garantie au titre des E.T.T.I. France Active a un engagement maximal de 12,5 % du risque global des garanties délivrées par la B.F.C.C. dans la limite de 114 336 € par garantie accordée (COORACE et CNEI).

Il est rappelé que des provisions pour risques et charges sont dotées pour concrétiser les appels en garantie éventuels identifiés au 31/12/2020.

ENGAGEMENTS DONNES HORS BILAN – CONTRATS D'APPORT :

✧ Cf. Tableau des engagements Hors Bilan

Ces engagements concernent les droits de tirage alloués aux associations territoriales afin que ces derniers puissent accorder des contrats d'apports sous condition de retour à leur public.

ENGAGEMENTS REÇUS HORS BILAN – GARANTIE BANCAIRE AUTONOME A 1ERE DEMANDE-CREDIT COOPERATIF :**✧ Cf. Tableau des engagements Hors Bilan**

Le Crédit Coopératif s'est engagé à verser à première demande du bailleur de France Active toute somme dont ce dernier exigerait pour le paiement d'un montant correspondant qui représenterait au maximum un quart du loyer annuel HT et hors charges.

ENGAGEMENTS PRIS EN MATIERE D'INDEMNITE DE FIN DE CARRIERE :

Le groupement d'employeurs GEFA a calculé au 31 décembre 2020 via la méthode dite du corridor une provision pour Indemnité de Fin de Carrière (IFC) s'élevant dans sa globalité à 140 540 euros. La quote-part de FA sur 2020 pour les engagements pris par le GEFA a été comptabilisée à hauteur de 70 301 euros.

L'IFC résulte du calcul de la probabilité de présence des collaborateurs en CDI au sein du GEFA au moment de leur départ à la retraite. Les éléments pris en compte sont la table de mortalité, le turn-over (moyenne des turn-over des 5 dernières années / Personnes en CDI / sortie à l'initiative du salarié uniquement) et le montant des droits à indemnités.

DEPOTS DE GARANTIE LOCAUX MONTREUIL

Nous avons versé un dépôt de garantie de 145 K € à la société IRAF pour les locaux de l'Association situés à Montreuil.

5.2 Commissaires aux comptes**HONORAIRES COMMISSAIRES AUX COMPTES :**

Contrôle légal des comptes : 31 K€ HT.

ANNEXES

Immobilisations

France Active

Période du 01/01/20 au 31/12/20
Edition du 26/04/21
Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions apports, création virements
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles	5 143 915		3 764 044
TOTAL immobilisations incorporelles :	5 143 915		3 764 044
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel			
Installations générales, agencements et divers	385 581		
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique et mobilier			11 853
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL immobilisations corporelles :	385 581		11 853
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			
Participations évaluées par mises en équivalence			
Autres participations	7 282 936		
Autres titres immobilisés	457		
Prêts et autres immobilisations financières	9 024 872		752 189
TOTAL immobilisations financières :	16 308 265		752 189
TOTAL GÉNÉRAL	21 837 761		4 528 087

RUBRIQUES	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légales
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement				
Autres immobilisations incorporelles		2 519 406	6 388 553	
TOTAL immobilisations incorporelles :		2 519 406	6 388 553	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales				
Install. techn., matériel et out. industriels				
Inst. générales, agencements et divers			385 581	
Matériel de transport				
Mat. de bureau, informatique et mobil.			11 853	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :			397 434	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations mises en équivalence				
Autres participations			7 282 936	
Autres titres immobilisés			457	
Prêts et autres immo. financières		887 988	8 889 073	
TOTAL immobilisations financières :		887 988	16 172 466	
TOTAL GÉNÉRAL		3 407 394	22 958 453	

Amortissements

France Active

Période du 01/01/20 au 31/12/20
Edition du 26/04/21
Devise d'édition EURO

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement.				
Autres immobilisations incorporelles	2 630 816	663 328	53 379	3 240 766
TOTAL immobilisations incorporelles :	2 630 816	663 328	53 379	3 240 766
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales				
Installations techn. et outillage industriel				
Inst. générales, agencements et divers	167 841	38 558	0	206 399
Matériel de transport				
Mat. de bureau, informatique et mobil.		823		823
Emballages récupérables et divers				
TOTAL immobilisations corporelles :	167 841	39 381	0	207 222
TOTAL GÉNÉRAL	2 798 656	702 709	53 379	3 447 987

Immobilisations Financières

France Active

Période du 01/01/20 au 31/12/20
Edition du 26/04/21
Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute fin exercice
TITRES DE PARTICIPATIONS	7 282 936			7 282 936
FAI	4 647 332			4 647 332
FAG	2 593 056			2 593 056
SA REPLIC	20 000			20 000
INSERACTION 62	7 623			7 623
SCA	14 925			14 925
Autres Titres immobilisés	457			457
Prêts	20 925			20 925
Autres immobilisations financières	9 003 947	42 667	178 466	8 868 148
Prêts d'honneur	179 257			179 257
Dépôts	141 937	2 667		144 604
Lignes de gar. chez FAG - Ligne FA	813 407			813 407
Lignes de gar. chez FAG - Co-dotations FT	1 042 533		75 492	967 042
Lignes de gar. chez FAG - St Martin	50 000			50 000
Lignes de gar. chez FAG - PACA	60 000			60 000
Lignes de gar. chez FAG - FA MACIF	13 459			13 459
Lignes chez FAG - FA CHAMPAGNE ARD.	120 000			120 000
Lignes de gar. chez FAG - FA FAPE EDF	133 373		2 142	131 231
Lignes de gar. chez FA - FA MACIF	5 591			5 591
BPS FDG AI	248 811		33	248 778
Contrats apports alloués par FA via FT	461 764		100 800	360 964
Contrats apports alloués par FA ou via FT EU	70 266			70 266
Co-dotations de contrats d'apport des FT	2 986 049	40 000		3 026 049
Contrats d'apport FT - IDF	1 200 000			1 200 000
Contrats d'apport ANSP	1 022 635			1 022 635
Contrats d'apport FA/FT KLESIA	120 000			120 000
Contrats d'apport Rhône Alpes Active	334 865			334 865
TOTAL GÉNÉRAL	16 308 283	42 667	178 466	16 172 466

Provisions

France Active

Période du 01/01/20 au 31/12/20
Edition du 26/04/21
Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute fin exercice
Provisions réglementées				
Provisions pour risques et charges	1 322 241	538 501	393 220	1 467 522
Pour Litiges	50 860		50 860	
Pour reversement de subventions	1 015 815	526 102	336 697	1 205 219
Sur opérations de garantie	191 517	6 148	5 663	192 002
Pour engagement pris par le GEFA	64 050	6 251		70 301
Dépréciations	1 375 028	308 670	451 738	1 231 959
Des immos incorporelles	282 633		282 633	
Des immos corporelles				
Des titres de participation				
Des autres immos Fi avec dotation	741 671	308 670	169 105	881 236
Des autres immos Fi avec reprise des Fonds Associatifs	350 723			350 723
Des autres créances				
Autres dépréciations				
TOTAL GÉNÉRAL	2 697 269	847 171	844 958	2 699 482
Dont dotations :				
D'exploitation	397 543	6 251	333 493	70 301
Financières	2 299 726	840 920	511 465	2 629 181
Exceptionnelles				

État des Échéances des Créances et Dettes

France Active

Période du 01/01/20 au 31/12/20
Edition du 26/04/21
Devise d'édition EURO

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	20 925		20 925
Autres immobilisations financières	8 868 148		8 868 148
TOTAL de l'actif immobilisé :	8 889 073		8 889 073
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	759 754	759 754	
Créance représent. de titres prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
État - Impôts sur les bénéfices			
État - Taxe sur la valeur ajoutée	46 605	46 605	
État - Autres impôts, taxes et versements assimilés			
État - Divers	7 092 584	7 092 584	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	12 637 110	12 637 110	
TOTAL de l'actif circulant :	20 536 052	20 536 052	
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	281 069	281 069	

TOTAL GÉNÉRAL	29 706 195	20 817 122	8 889 073
----------------------	-------------------	-------------------	------------------

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des établissements de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus d' 1 an à l'origine	470		470	
Emprunts et dettes financières divers	543 385		543 385	
Fournisseurs et comptes rattachés	397 173	397 173		
Personnel et comptes rattachés	177	177		
Sécurité sociale et autres organismes	125	125		
Impôts sur les bénéfices	81 001	81 001		
Taxe sur la valeur ajoutée	287 302	287 302		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés				
Dettes sur immo. et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	8 678 419	8 678 419		
Dette représentat. de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	2 868 623	2 868 623		

TOTAL GÉNÉRAL	12 856 675	12 312 820	543 855
----------------------	-------------------	-------------------	----------------

Détail des dettes et charges à payer

	Exercice 2020	Exercice 2019
Fournisseurs	337 868,28	567 452,08
Fournisseurs - factures non parvenues	59 304,87	52 466,19
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	95 000,00	
Dettes fiscales et sociales	824 185,07	294 442,78
- dettes salariales (notes de frais)	177,44	14,27
- Etat IS/TVA/CVAE/CFE	371 167,24	294 428,51
- FSE	452 840,39	
Autres dettes	8 678 418,65	6 180 885,68
- barème FCAR à verser aux FT	954 076,28	1 143 950,43
- subventions FINES à verser aux FT	7 500,00	7 500,00
- subventions fonds de confiance à verser	207 354,00	350 940,40
- subventions expertises TPE	5 250,00	5 250,00
- aides remboursables FIDESS à reverser	56 423,33	56 423,33
- Remboursements subventions non utilisées		50 000,00
- dettes sur entités partenaires affiliés (GEFA / FAG / SIFA / FAFI)	281 481,00	-
- Billet à ordre / FCPE Carrefour	3 531 734,16	2 572 989,04
- autres dettes	3 634 599,88	1 993 832,48
TOTAUX	9 994 776,87	7 095 246,73

FRANCE ACTIVE**COMPTES ANNUELS AU 31/12/2020****ANNEXE****Détail des créances et des produits à recevoir**

	Exercice 2020	Exercice 2019
Avances et acomptes sur commandes	47 650,61	13 085,79
- Dont frais internet, d'étude et d'acte	47 650,61	13 085,79
	-	-
Usagers et comptes rattachés	759 754,00	49 700,00
- factures en attente de règlement	20 000,00	2 100,00
- factures à établir	739 754,00	47 600,00
Autres créances	19 776 298,35	16 006 249,66
- subventions à recevoir (FSE / DGCS / CDC ...)	11 259 972,20	12 982 344,45
- produits à recevoir (FCS - Frais expertise)	2 493 620,00	1 239 220,00
- rémunérations sur les produits solidaires (FCP IE / FCP IEE / FCP IES)		320 400,61
- créances sur entités partenaires affiliés (GEFA / FAG / SIFA / FAFI)	271 757,00	25 358,00
- dons à recevoir	10 173,23	
- autres créances	5 554 025,68	1 167 426,60
- avoir à recevoir	6 750,24	6 500,00
- autres créances FCAR	180 000,00	265 000,00
TOTAUX	20 583 702,96	16 069 035,45

Charges et Produits Constatés d'Avance

France Active

Période du 01/01/20 au 31/12/20
Edition du 26/04/21
Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Charges	Produits
Charges ou produits d'exploitation	281 069	2 868 623
Charges ou produits financiers		
Charges ou produits exceptionnels		
TOTAL	281 069	2 868 623

Tableau de variation des fonds associatifs et autres fonds

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute fin exercice
Fonds Associatifs sans droit de reprise	3 702 098			3 702 098
Réserves	8 496 898	200 000		8 696 898
Report à nouveau	3 271 811	1 815 001		5 086 811
Résultat de l'exercice	313 450	125 683	313 450	125 683
Fonds Associatifs avec droit de reprise	13 827 824	5 375 402	2 577	19 200 649
Ecart de réévaluation	17 031			17 031
Total Fonds Associatifs	29 629 111	7 516 085	316 027	36 829 170

Détails des fonds associatifs sans droit de reprise

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute fin exercice
Dévolution de l'Association SCAFEM	129 582			129 582
Dévolution de l'Association SOCAUMAD	304 898			304 898
Dévolution de l'Association SOCAUMEUBLE	22 867			22 867
Apport CDC pour Fonds de Trésor	305 000			305 000
Fonds pour Aug. de capital FAI (dons)	1 577 751			1 577 751
Apport CDC pour redot. des fds territoriaux	532 000			532 000
Apport CAP JEUNES				
Apport Fds Innovation	830 000			830 000
Total Fonds Associatifs SDR	3 702 098			3 702 098

Détails des réserves affectées

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute fin exercice
Réserve pour risque sur l'emploi	1 280 000			1 280 000
Réserve pour garanties accordées	3 200 000			3 200 000
Réserve pour fonds de roulement	2 400 000			2 400 000
Réserve pour désengag contractuel	1 000 000			1 000 000
Fonds de réserve spécifique "Postes Fines"	312 000			312 000
Réserve facultative	304 898	200 000		504 898
Report à nouveau	3 271 811	1 815 001		5 086 811
Total Réserves affectées	11 768 709	2 015 001		13 783 709

Détails des fonds associatifs avec droit de reprise

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute fin exercice
Apport CDC	2 000 000			2 000 000
Apport IPCA	150 000			150 000
Apports PRS - Fond. France, MACIF, BNPP		5 375 000		5 375 000
Fds pour aug. capital FAI (Apports / Subv)	2 286 738			2 286 738
Fds pour Lignes de Garantie MACIF	19 050			19 050
Fds pour Lignes de Garantie ANSP	22 964			22 964
Fds de Contrats d'apport CDC	5 016 735			5 016 735
Fds de Contrats d'apport CDC - EJ	2 177 245			2 177 245
Fds de Contrats d'apport IDF - codotations	1 200 000			1 200 000
Fds de Contrats d'apport RA	400 000			400 000
Fds de Contrats d'apport ANSP	1 050 000			1 050 000
Fds pour Lignes de Garantie BPS	263 905	402	435	263 872
Avance Trésorerie FT	200 000			200 000
Apport KLESIA	120 000			120 000
Apport FAPE EDF	258 373		2 142	256 231
Total Fonds Associatifs ADR	15 165 009	5 375 402	2 577	20 537 835
Conso Fds Contrats apport CDC	(1 040 512)			(1 040 512)
Conso Fds Contrats apport CDC - EJ	(186 444)			(186 444)
Conso Fds Contrats apport IDF	(36 343)			(36 343)
Conso Fds Contrats apport RA	(43 554)			(43 554)
Conso Fds Contrats apport ANSP	(30 332)			(30 332)
Total Consommation Fonds	(1 337 186)			(1 337 186)

Tableaux de suivi de fonds dédiés

Situations Ressources	Montant global avant changement méthode lié à l'ANC 2018-06	Impact du changement de méthode lié à l'ANC 2018-06	Montant global après changement méthode lié à l'ANC 2018-06 A	Montant subvention A'	Utilisation en cours d'exercice Rémunérations AT B1	Utilisation en cours d'exercice Rémunérations AN B2	Utilisation en cours d'exercice Activité C	Utilisation en cours d'exercice totale D = B + C	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées E	Fonds restants à engager en fin d'exercice (cpte 194) F = A+ A' - D + E
CDC - Expérimentation	54 448	- 54 448	-					-		
CNAR IAE	21 192	- 21 192	-					-		
Fonds Dédiés ACCOMP QPV ASSO NATIONALES	31 096		31 096							31 096
CDC - Fidess Expertises hors SAP	15 695	- 15 695	-					-		
CDC - Fidess Interventions hors SAP	222 078	- 222 078	-					-		
Fonds dédié CAP JEUNE IEJ	839 994		839 994	3 155	43 050	30 873	769 226	843 149		
Fonds dédié CAP JEUNE NATIONALE	912 971	- 566 188	346 783	150 124	5 775	2 475	488 657	496 907		
Fonds dédié CAP JEUNE FAPE	405 750	- 386 500	19 250		5 500	2 750	11 000	19 250		
Fonds dédié ZRR FAPE EDF	206 250	- 204 250	2 000	250 250	45 500	22 750	184 000	252 250		
Fonds dédié KLESIA	31 200	- 31 200	-					-		
Fonds dédié FCAR	256 002	- 256 002	-					-		
FONDS DEDIES DSESS	-		-	3 730 822	133 671	87 151	3 435 000	3 655 821		75 001
FONDS DEDIES PACTE CREATION JEUNE - FAPE EDF	-		-	83 000	41 500			41 500		41 500
Total	2 996 675	-1 757 552	1 239 123	4 217 351	274 996	145 999	4 887 884	5 308 878		147 597

FRANCE ACTIVE	COMPTES ANNUELS AU 31/12/2020	ANNEXE
----------------------	--------------------------------------	---------------

Détail des charges exceptionnelles

Détail des charges exceptionnelles de l'exercice	Exercice 2020	Exercice 2019
Sur Opération de gestion	123 883,69	
Charges exceptionnelles diverses	123 883,69	
Sur Opérations en capital	282 632,83	
VNC des immobilisations cédées	282 632,83	
TOTAUX	406 516,52	

Détail des charges exceptionnelles sur exercices antérieurs	Exercice 2020	Exercice 2019
Sur Opération de gestion	1 500,00	
Charges liées aux réajustements des subventions accordées		
Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs diverses	1 500,00	
Charges exceptionnelles sur régularisations fiscales		
Pénalités et amendes fiscales		
Sur Opérations en capital	-	
TOTAUX	1 500,00	

FRANCE ACTIVE	COMPTES ANNUELS AU 31/12/2020	ANNEXE
----------------------	--------------------------------------	---------------

Détail des produits exceptionnels
--

Détail des produits exceptionnels de l'exercice	Exercice 2020	Exercice 2019
Sur Opération de gestion	195 681,41	103 420,42
Régularisation prorata de TVA 2018	24 306,41	103 420,42
Produits liés à des réajustements de subventions	1 375,00	
Divers	170 000,00	
Sur Opérations en capital	-	-
Valeur de cession des immobilisations		
TOTAUX	195 681,41	103 420,42

Détail des produits exceptionnels sur exercices antérieurs	Exercice 2020	Exercice 2019
Sur Opération de gestion	-	-
Produits liés à des réajustements de subventions		
Sur Opérations en capital	-	-
TOTAUX	0,00	0,00

FRANCE ACTIVE		COMPTES ANNUELS AU 31/12/2020		ANNEXE	
Etat des principales ressources d'exploitation de l'association					
		Exercice 2020		Exercice 2019	
Cotisations des membres		16 540,00		32 550,00	
Dons manuels		61 163,39		17 164,11	
	FCP Partage	61 163,39		17 164,11	
Contributions et soutiens affectés		2 184 645,38		1 788 944,24	
	CAP JEUNES NATIONALE	138 038,49		127 528,60	
	CAP JEUNES FAPE			174 250,00	
	Fonds de confiance			206,82	
	FCAR - Fonds de Contribution au Réseau	1 441 048,71		1 230 000,00	
	ZRR	250 250,00		247 500,00	
	Place de l'émergence	63 308,18		9 458,82	
	Pacte création jeunes	83 000,00			
	PRS	9 000,00			
	DSESS	200 000,00			
Subventions publiques - Etat		3 169 589,58		2 047 775,92	
	DGEFP				
	DGCS	30 000,00		30 000,00	
	MINEFI				
	FCS	1 310 250,00		1 499 050,00	
	CRDLA	80 000,00		80 000,00	
	MAYOTTE	40 000,00		40 000,00	
	CGET	35 000,00		38 904,00	
	MOM	75 205,48		74 794,52	
	CNAV	47 123,28		86 027,40	
	HCESSIS	1 439 000,00		199 000,00	
	Prefecture de GUYANE	8 010,82			
	Collectivité territoriale de Guyane	105 000,00			
Subventions publiques - Entreprises publiques		3 847 156,00		3 582 117,65	
	CDC	1 787 156,00		1 732 117,65	
	AFE				
	BPI	1 925 000,00		1 850 000,00	
	ANCT	35 000,00			
	FA MPA	100 000,00			
Subventions Entreprises et organismes privés		2 600 293,50		235 468,54	
	Fondation CARREFOUR			22 500,00	
	Fondation MACIF	57 000,00			
	BNP	602 565,00			
	CAP'JEUNE (gestion dossier)			112 934,50	
	FAPE EDF				
	AZI				
	KLESIA	47 474,00			
	OCVIA			48 697,64	
	Fondation AVRIL	15 241,00		41 098,90	
	AGESICA				
	MALAKOFF MEDERIC	529 851,00		3 243,75	
	HUMANIS	11 512,50		3 243,75	
	ZRR			3 750,00	
	MACIF SGAM	150 000,00			
	MAIF	24 150,00			
	Fondation de France	1 112 500,00			
	Danone	50 000,00			
Subventions publiques -Europe		1 130 478,62		1 836 331,97	
	Fonds Social Européen	1 130 478,62		1 836 331,97	
	Vises				
Produits divers		1 996 608,06		2 270 907,35	
	Dont refacturations frais locatifs	480 727,00		151 783,63	
	Dont refacturations frais de structures	783 482,00		1 423 514,54	
	Prestations de service, dont formation	34 628,57		80 600,00	
	Prestations de service Humanis				
	Prestations de service Natixis Investment Managers International	697 754,00		614 777,00	
	Ports et autres produits des activités annexes			220,00	
	Produits de gestion courante	16,49		12,18	
TOTAUX		15 006 474,53		11 811 259,78	

FRANCE ACTIVE		
COMPTES ANNUELS AU 31/12/2020		ANNEXE
Subventions accordées - Outils d'intervention ES / FIDESS		
Subventions accordées par France Active	Exercice 2020	Exercice 2019
Subventions accordées et affectées au programme d'actions ES		
Subventions accordées et affectées au programme d'actions FDC		539 668,00
Subventions accordées autres	401 378,05	623 000,00
Subventions accordées et affectées au programme d'actions TPE		
TOTAUX	401 378,05	1 162 668,00

FRANCE ACTIVE		
COMPTES ANNUELS AU 31/12/2020		ANNEXE
Engagements hors bilan		
Engagements donnés au 31/12/2020	Montant	
Avals, cautions et garanties	0,00	
Activité de garantie gérée en direct par France Active		
Activité de garantie par l'intermédiaire de la SA France Active Garantie		
Activité de contre-garantie au titre des E.T.T.I.		
Engagements de crédit-bail mobilier	0,00	
Engagements de crédit-bail immobilier	0,00	
Engagements en matière de pensions, retraites et assimilés	70 301,00	
<input checked="" type="checkbox"/> ce montant est entièrement comptabilisé en provisions pour risques et charges		
<input type="checkbox"/> ce montant est comptabilisé en partie pour :		
<input type="checkbox"/> ce montant n'est pas comptabilisé		
Autres engagements donnés	0,00	
Droits de tirage alloués aux fonds territoriaux sur contrats d'apport	0,00	
Engagements reçus au 31/12/2020	Montant	
Avals, cautions et garanties	91 500,00	
Garantie bancaire à 1ère demande du Crédit Coopératif pour règlement Loyers	91 500,00	
Autres engagements reçus	0,00	
Contre-garantie BPI sur l'activité de garantie gérée en direct par France Active		
Contre-garantie sur l'activité de garantie par l'intermédiaire de la SA France Active Garantie		